

L'affaire Bettencourt – Woerth : quel impact dans l'opinion ?

Depuis désormais un mois, l'affaire Bettencourt-Woerth s'étale à la une des journaux et vampirise toute l'actualité politique à tel point que les camouflets essuyés par le gouvernement au parlement sur la réforme des collectivités territoriales et le dialogue social dans les TPE n'ont guère retenu l'attention. Succédant à une série de révélations mettant en cause différents ministres, cette affaire a bouleversé l'agenda et a fortement incité Nicolas Sarkozy à s'exprimer à la télévision.

Soumis à ce spectaculaire emballement médiatique, alimenté quasi-quotidiennement par de nouveaux rebondissements, l'opinion publique n'est pas restée inerte mais le jugement des Français apparaît moins tranché que d'aucuns l'auraient pensé. Certes, 56 % de nos concitoyens interrogés par l'institut CSA le 30 juin¹ estiment que cette affaire est grave, soit 13 points de plus que ce que l'on mesurait à propos de l'affaire Clearstream en mai 2006. Si une majorité se dessine quant à la gravité du dossier, le jugement porté est cependant très fortement structuré par les affinités partisans : 72 % des sympathisants de gauche pensent que l'affaire est grave, cette proportion étant deux fois moindre à droite, qui serre les rangs derrière le gouvernement. Mais dans le même temps, et ceci illustre bien la perplexité de l'opinion sur cette affaire, dans la même enquête « seuls » 37 % souhaitent qu'Eric Woerth démissionne contre 42 % qu'il reste en poste et 21 %, sans doute par manque d'information et de clarté sur les faits, n'expriment pas d'avis. Deux semaines après la publication des enregistrements du majordome de Mme Bettencourt, il n'y a donc pas de majorité pour demander le départ du Ministre. On notera que cette option recueille exactement le même pourcentage que la démission de Dominique de Villepin au moment de l'affaire Clearstream et est, là encore, davantage répandue à gauche (55 %, ce qui, avec du recul, n'est pas si massif) qu'à droite : 15 %.

Une semaine plus tard et alors que l'affaire se complique, 55 % des Français se disent favorables à un remaniement.² En quelques jours, la pression est donc montée crescendo sur le gouvernement. Pour autant, dans la dernière vague du Baromètre Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisée les 15 et 16 juillet³ (soit après l'intervention télévisée du Président), la cote de Nicolas Sarkozy est stable par rapport au mois précédent, ce qui n'a pas été sans surprendre certains commentateurs. Comment expliquer cette situation et ce paradoxe ?

Précisons tout d'abord que le maintien de la cote présidentielle se fait à un niveau très faible (34 %), quasiment le plus bas depuis son élection. Si la multiplication des affaires vient assurément compliquer la tâche de Nicolas Sarkozy, elles interviennent dans un contexte d'opinion déjà très dégradé et sans pour autant modifier grandement les positions. Il est d'ailleurs intéressant de noter

¹ Sondage réalisé par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 806 personnes

² Sondage CSA pour Le Parisien réalisé par téléphone le 7 juillet auprès d'un échantillon de 819 personnes

³ Sondage réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 916 personnes

que si 56 % des personnes ayant regardé l'intervention de Nicolas Sarkozy le 12 juin sur France 2⁴ ne l'ont pas trouvé convaincant et si seuls 39 % estiment qu'il apparaissait à l'écoute des Français, cette mauvaise performance n'a pas été uniquement provoquée par la communication autour de ce dossier. Dans le détail, 60 % des téléspectateurs ne l'ont certes pas trouvé convaincant sur l'affaire Bettencourt-Woerth, mais cette proportion est exactement la même sur la réduction de la dette et du déficit public, ou bien encore sur la sécurité, terrain sur lequel Nicolas Sarkozy obtenait habituellement de très bons scores.

Autre élément plaidant en faveur d'une influence assez limitée de l'affaire sur le paysage politique, pour spectaculaire qu'elle soit, la conquête par une candidate écologiste de la très droite 10^{ème} circonscription des Yvelines a sans doute été favorisée par le climat ambiant (la gauche mobilisant 2 300 électeurs de plus que lors du précédent scrutin quand la droite n'en compte que 1 300 supplémentaires) mais l'essentiel de la progression s'était effectué avant : l'écologiste obtenant 51,8 % cette fois contre déjà 49,9 % en 2009.

Cet impact modéré tant au plan électoral que sondagier s'explique notamment par le fait que l'affaire Bettencourt-Woerth n'a pas eu le même écho dans le pays réel que dans la sphère médiatique. D'après le Tableau de bord Ifop / Paris-Match réalisé les 1^{er} et 2 juillet⁵, « seuls » 50 % des Français avaient parlé avec leurs proches de ce sujet et 34 % des affaires concernant d'autres ministres. Au regard de ces chiffres, on ne peut pas bien entendu avancer que ces épisodes soient passés inaperçus aux yeux du grand public, mais ils n'ont pas constitué le cœur (contrairement à ce qu'on observait en termes de traitement médiatique) des préoccupations. Dans le même temps, les retraites étaient évoquées par 86 % des Français et les hausses des tarifs du gaz et des transports par 62 %. Ce décalage entre couverture médiatique et intérêt du grand public a différentes causes. Il s'agit tout d'abord de personnalités encore assez peu connues. La compréhension de l'imbrication des différentes pièces du puzzle est ensuite assez complexe, et enfin, ce genre d'affaires n'est hélas pas nouveau. Sans remonter très loin, l'opinion publique a été confrontée ces dernières années à l'affaire Pelat, à Urba-Graco, à l'affaire de la cassette Méry, au scandale de la Mnef ou bien encore à Clearstream. A l'occasion de ces différents événements une grille de lecture s'est mise en place dans l'opinion. Son interprétation est alors la suivante : une partie du personnel politique entretient des relations troubles avec l'argent, d'où le fait que de telles affaires sortent périodiquement. Aux yeux des Français, il est alors d'usage et attendu que le camp adverse en profite pour tenter d'affaiblir le parti concerné et que les médias s'en emparent et poussent les feux pour engranger de l'audimat et des lecteurs alors même que la justice ne s'est pas prononcée. Cette vision des choses, n'est peut être pas satisfaisante d'un point de vue démocratique, mais force est de constater qu'elle est aujourd'hui très répandue voire dominante. Selon un sondage Viavoix⁶, 64 % des Français estiment ainsi que les hommes politiques sont plutôt corrompus, soit la même proportion qu'en 1991 (65 %)

⁴ Sondage réalisé on line par l'Ifop pour Le Figaro le 13 juillet auprès d'un échantillon de 443 personnes ayant regardé l'intervention télévisée

⁵ Sondage réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 1006 personnes

⁶ Sondage réalisé le 2 juillet par téléphone pour Libération auprès d'un échantillon de 1002 personnes

au moment des scandales touchant le PS. Rappelons que juste avant cet épisode, en 1990, « seuls » 46 % pensaient de la sorte et 38 % en 1977. La multiplication des affaires au cours des 20 dernières années a donc fortement ancré cette perception dans l'opinion publique, ce qui explique sans doute une banalisation entraînant résignation et désintérêt croissant tant pour ces affaires en elles-mêmes que pour les politiques (l'abstention trouvant ici un de ses puissants ressorts). Dans ce contexte, on comprend mieux que la réaction des Français ne soit pas vraiment proportionnelle au traitement médiatique de l'affaire et que l'image du Président (qui n'a été que ponctuellement mise en cause dans cette polémique) n'ait pas été davantage dégradée qu'elle ne l'était déjà.

Pour autant, si nous ne décelons pas, pour l'instant, d'impact direct sur la cote de Nicolas Sarkozy, les dégâts occasionnés par cette affaire sont importants et pèseront sur ses marges de manœuvres ultérieures car la succession de ces affaires a sans nul doute contribué à plomber encore davantage le moral du pays. Si 79 % de nos concitoyens se disent fiers d'être Français⁷, c'est 10 points de moins qu'en octobre dernier, la chute étant encore plus brutale concernant l'item « très fier » qui recule de 17 points (de 46 % à 29 %) en seulement... 9 mois. Ce climat dégradé et cette défiance généralisée peuvent notamment peser sur la réforme des retraites, pilotée par Eric Woerth, alors que les syndicats n'ont pas renoncé à s'y opposer. L'appel à la mobilisation à la rentrée de septembre pourrait être d'autant plus entendu que l'angle choisi par l'opposition est celui d'une réforme injuste. Pour la gauche comme pour les centrales syndicales, l'affaire Bettencourt-Woerth tombe ainsi à point nommé pour souligner selon eux la proximité entre les grandes fortunes de ce pays et la majorité.

Ainsi, nous n'assistons pas à ce stade du développement de l'affaire à une déstabilisation accrue de l'exécutif dans l'opinion ni à une poussée populiste en faveur de l'extrême-droite (Marine Le Pen recule de 2 points à 11 % dans la dernière intention de vote Ifop⁸ et les récentes élections partielles n'ont pas montré un FN à la hausse) mais plutôt à une prise de distance supplémentaire des électeurs vis-à-vis des politiques en général et à une dénonciation renouvelée des liens entre le pouvoir et les plus fortunés.

Jérôme Fourquet
Directeur adjoint
Département Opinion et Stratégies d'entreprise
Ifop

Juillet 2010

⁷ Sondage Ifop réalisé par internet du 5 au 6 juillet auprès d'un échantillon de 1001 personnes

⁸ Sondage réalisé par téléphone pour Sud Ouest Dimanche auprès d'un échantillon de 834 personnes inscrites sur les listes électorales